

Francophonie et variété des français

L6LM62LF (si choisi comme module obligatoire ; 7 ECTS)

L6LM64LF (si choisi comme module optionnel ; 8 ECTS)

Jeudi 12h-14h

Amphithéâtre Champollion, 16 rue de la Sorbonne

Professeur : André THIBAUT

Semaine 1

1. Introduction

Bienvenue à ce cours sur la francophonie et les variétés de français dans le monde. Comme vous le savez déjà, ce cours magistral est doublé d'un TD donné par M. Teodor Florin Zanoaga. Le TD sera consacré à l'approfondissement des notions vues dans le CM, à des travaux pratiques sur la lexicographie différentielle, ainsi qu'à des exposés de la part des étudiants qui choisiront ce mode d'évaluation dans le cadre des TD.

Plutôt que de faire une pose en plein milieu du cours, nous ferons une session ininterrompue d'une heure et demie ; la dernière demi-heure sera consacrée aux questions individuelles que les étudiants pourraient avoir à me poser.

2. Avertissements préalables

Ce cours n'a pas pour intention de faire l'éloge de la francophonie, ni de célébrer la « gloire » de la langue française. Il ne faut jamais perdre de vue que l'expansion du français au cours des siècles, en France et hors de France, s'est souvent réalisée aux dépens d'autres langues, comme nous aurons l'occasion de le constater à plusieurs reprises dans ce cours. Il ne s'agit pas de se livrer à une espèce d'auto-célébration de la francophonie ; les pertes et les gains du français doivent être considérés en toute objectivité, avec froideur et détachement. Le travail du linguiste, donc du scientifique, consiste à décrire, comprendre, et expliquer.

Bien sûr, le linguiste est aussi un citoyen, et en tant que citoyen il a le droit et même le devoir de prendre position sur les problèmes de langue qui agitent la société dont il fait partie ; mais cela relève de l'idéologie, des préférences personnelles, et pas de la science. Il n'est pas rare d'assister à des colloques se voulant scientifiques où les intervenants se livrent à des débats parfaitement stériles (du point de vue scientifique) sur ce que devrait être la norme du français parlé et écrit dans tel ou tel pays. Ce genre de débat doit trouver sa place dans l'arène politique, ou s'exprimer dans la presse, ou encore dans la publication d'essais plus ou moins polémiques ; mais la discussion scientifique est pratiquement incompatible avec ce genre de rhétorique. Très concrètement, pour donner un exemple cru, je veux dire qu'il n'y a aucun argument scientifique qui s'oppose à l'évincement du français par l'anglais au Québec, ou par l'arabe au Maghreb ; si cela devait arriver, le linguiste – en tant que linguiste – n'aurait qu'à prendre acte, qu'à rendre compte du phénomène. En tant que citoyen, libre à lui de s'en attrister ou de s'en régaler – mais cela est une autre histoire.

J'aimerais également aborder un autre problème qui fait des ravages dans les représentations mentales que l'honnête homme entretient sur la langue, celui de la confusion entre langue et discours. Vous avez tous déjà appris, dans vos cours d'introduction à la linguistique, qu'il convient de distinguer, depuis Saussure, entre langue et discours. Pourtant, la confusion entre

les deux concepts est totale pour l'immense majorité de la population. J'en veux pour preuve ces discours éculés, déjà entendus mille fois, sur la supposée « clarté » de la langue française, sur sa « logique », son « génie », sa rigueur, etc. Du même souffle, les thuriféraires de cette langue ne manquent jamais de s'extasier sur la possibilité qu'elle offre de créer d'innombrables calembours. En toute rigueur, il faut bien admettre que si le français était aussi implacablement logique qu'un langage formalisé, comme celui des mathématiques ou de l'informatique, les jeux de mots basés sur des ambiguïtés syntaxiques ou lexicales seraient impossibles. À vrai dire, la poésie elle-même ne serait pas possible, conditionnée qu'elle est par le besoin de produire une véritable « saturation » du sens, des lectures à plusieurs niveaux, etc.

Ces contradictions disparaissent à partir du moment où l'on admet que la langue française, comme toutes les autres langues naturelles, comporte en fait un ensemble de règles qui permettent, à partir d'un stock d'éléments lexicaux et grammaticaux, de produire les discours les plus variés. La vraie richesse d'une langue naturelle – le français ou n'importe quelle autre langue –, c'est de pouvoir produire des discours clairs ou confus, univoques ou ambivalents, etc.

Il ne faut d'ailleurs pas confondre clarté et limpidité d'une part, et grammaticalité d'autre part. La langue de bois des personnalités politiques nous donne régulièrement des exemples de discours grammaticalement irréprochables mais volontairement obscurs et incompréhensibles ; les universitaires et autres penseurs cachent aussi souvent la vacuité de leur pensée derrière des discours ésoériques qui se trouvent à des années-lumière de la fameuse rigueur cartésienne que l'on prête si volontiers à la langue française. En revanche, l'énoncé agrammatical d'un apprenant étranger qui confond le masculin et le féminin, voire simplement d'un Français qui néglige de faire l'accord du participe passé, peut être parfaitement clair et logique et ne présenter aucune ambivalence, aucune possibilité de confusion dans l'interprétation du message.

Un certain discours lourdement chargé d'idéologie voudrait aussi nous faire croire que le français est la langue des droits de l'homme, des Lumières, de la Révolution, de la lutte contre la tyrannie, du non-alignement, et j'en passe. Il n'est pourtant pas difficile de constater que la langue française, comme toutes les langues du monde, permet aussi de produire des discours absolument fascistes, nazis, réactionnaires, xénophobes, racistes, homophobes, etc. ; ce ne sont malheureusement pas les exemples qui manquent autour de nous. La pauvre langue n'y est pour rien ; elle n'est qu'un outil, remarquablement polyvalent il est vrai, qui permet de tout dire, le meilleur et le pire, tout et son contraire.

Dans le catalogue des idées reçues, on entend souvent dire aussi que le français serait plus « logique » que les autres langues. Quelques brèves observations sur ce poncif qui a la vie dure : d'abord, il illustre à merveille le fait que l'on peut très bien dire des choses parfaitement racistes en français ; deuxièmement, il repose sur l'éternelle confusion entre langue et discours ; troisièmement, je peux vous dire pour connaître et pratiquer l'anglais, l'espagnol, le portugais, le catalan et l'allemand que rien dans les structures du français n'en fait une langue plus ou moins logique que les autres. Toutes ces langues permettent de produire des énoncés logiques ou illogiques, univoques ou équivoques, etc., selon l'intention du locuteur (ou malgré lui, ce qui est aussi possible).

J'aimerais enfin conclure ce long avertissement par une dernière précision. Je suis résolument variationniste ; je conçois la langue comme un système, soit, mais un système entièrement marqué, à tous les niveaux d'analyse, par un phénomène qui lui est consubstantiel, celui de la

variation. Cette variation, infatigable moteur de l'évolution linguistique, peut se décrire selon qu'elle produit ses effets dans le temps (variation diachronique), l'espace (variation diatopique), les classes sociales (variation diastratique), les sphères d'emplois spécialisées (variation diaphasique) ou le type de canal, écrit ou parlé (variation diamésique). Ce cours a donc pour but l'étude de la variation du français dans l'espace (axe diatopique), envisagée toutefois dans ses rapports avec les autres axes de la variation linguistique.

3. Présentation de la bibliographie

Vous trouverez sur ma page d'accueil une bibliographie consacrée aux différents aspects de la variation diatopique du français, classés essentiellement par régions ; puis, pour chacune de ces régions, deux subdivisions : l'une consacrée aux aspects généraux, l'autre centrée plus spécifiquement sur les ouvrages lexicographiques.

La toute première partie de cette bibliographie vous propose des lectures d'introduction aux aspects (socio-)linguistiques de la francophonie et à ses grandes subdivisions ; ces lectures vous sont fortement recommandées comme première approximation aux problématiques que nous aborderons tout au long du semestre. Le reste de la bibliographie est destiné à vous fournir les clés qui vous permettront d'approfondir vos connaissances sur un sujet plus précis, si vous en ressentez le besoin.

Je tiens à préciser que cette bibliographie est constamment tenue à jour ; je suis parfaitement conscient de son caractère provisoire et je m'efforcerai de l'enrichir au fur et à mesure. Je crois toutefois que ces quelque 50 pages de références bibliographiques sauront vous rendre service.

Les recueils généraux les plus importants sont classés au début ; les références bibliographiques complètes ne sont pas reprises à chaque fois pour chaque article, mais présentées sous forme de renvoi au(x) nom(s) du (ou des) directeur(s) de publication. Par exemple, un renvoi à Robillard / Beniamino 1996 est une façon abrégée de renvoyer à l'ouvrage intitulé *Le Français dans l'espace francophone*, dont on trouvera la référence bibliographique complète dans la première partie de la bibliographie, sous Robillard / Beniamino.

4. Premier survol de la francophonie

4.1. Problèmes de terminologie

Sans entamer ici une présentation historique des concepts, j'aimerais explorer brièvement les diverses acceptions des termes suivants :

- la francophonie (avec minuscule ; nom commun féminin singulier) ;
- la Francophonie (avec majuscule ; nom propre féminin singulier) ;
- l'espace francophone ;
- francophone (nom commun épïcène) ;
- francophone (adjectif qualificatif épïcène).

4.1.1. « La francophonie »

On peut proposer, comme définition opératoire, de désigner par ce vocable l'ensemble des locuteurs ayant le français comme langue d'usage courant ; c'est cette acception que l'on

observe dans une phrase comme « La francophonie regroupe actuellement X millions de locuteurs. ». On peut s'interroger longuement sur ce que veut vraiment dire « d'usage courant » (et on ne manque pas de le faire), se demander à partir de quel niveau de compétence on peut comptabiliser un locuteur comme appartenant au groupe des francophones, etc., mais grosso modo cette définition peut s'appliquer à plusieurs emplois du mot *francophonie* en discours.

Là où une divergence sémantique de taille s'observe, c'est lorsque l'on utilise le terme pour se référer à l'ensemble des locuteurs ayant en commun l'usage courant du français **à l'extérieur de la France seulement**. Il ne s'agit pas ici d'être pour ou contre cet usage, mais tout simplement de prendre conscience du fait que le mot est parfois employé dans cette acception restreinte ; c'est ce que l'on peut observer dans une phrase comme « La France soigne ses relations avec la francophonie. ». Il est vrai qu'il n'existe pas d'autre façon synthétique, en un seul mot, d'exprimer ce concept ; mais dans les autres pays francophones (où l'on ressent d'ailleurs moins souvent le besoin de s'y référer), le concept est plutôt exprimé par des périphrases telles que « la francophonie hors de France », « le reste de la francophonie », etc.¹ Disons qu'il est important pour un(e) étudiant(e) français(e) de savoir que lorsqu'un(e) Québécois(e), par exemple, parle de la francophonie, il est pratiquement sûr qu'il/elle considère que la France en fait aussi partie !

Toujours est-il que, dans le cadre de ce cours, nous étudierons la variation du français sur l'axe diatopique en incluant évidemment l'espace national français, et ce pour des raisons scientifiques : les particularités du français hors de France ne sont souvent que le prolongement d'aires latérales de l'espace national français (c'est très souvent le cas de la Suisse et de la Belgique, parfois même du Canada), ou la survivance d'états de langue plus anciens ayant jadis eu cours en France même ; toute présentation du phénomène de la variation diatopique (on dit aussi « topolectale ») du français amputée de son élément central ne saurait être satisfaisante pour l'esprit.

4.1.2. « La Francophonie »

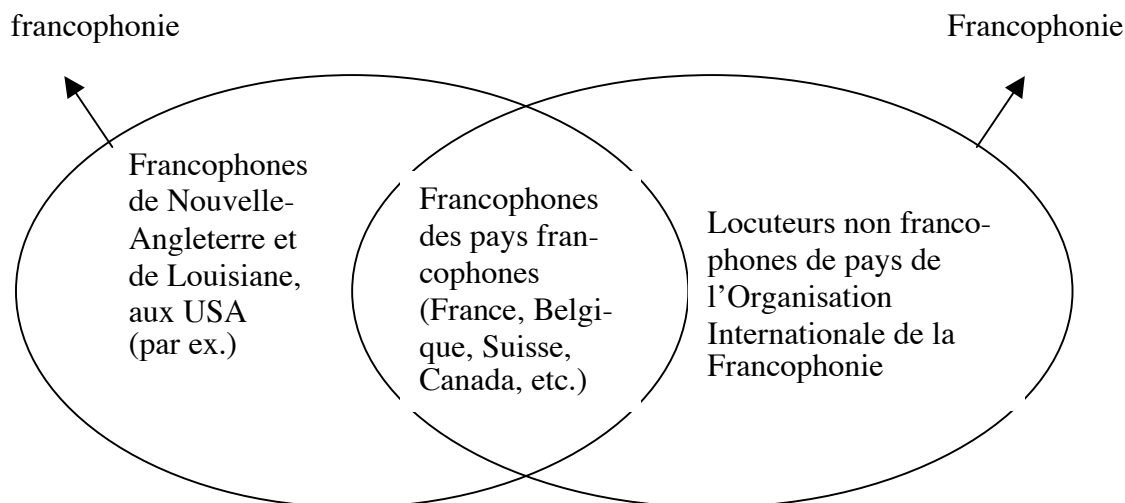
Lorsque le terme se réfère à la réalité institutionnelle appelée officiellement l'OIF, l'« Organisation Internationale de la Francophonie », cette organisation regroupant de nombreux états et gouvernements dont le français est la (ou l'une des) langue(s) officielle(s), on l'écrit (ou on devrait l'écrire) avec une majuscule. On compare souvent l'OIF au Commonwealth, mais on ne peut pas vraiment dire que la langue anglaise soit au centre des préoccupations de cette institution, alors que le français est bel et bien l'élément fédérateur de cette Francophonie avec majuscule (même si, pour plusieurs des pays qui en font partie, il s'agit davantage d'une francophilie que d'une véritable francophonie). Contrairement à la francophonie avec minuscule, il va de soi pour tous, même pour les Français, que cette Francophonie-là inclut nécessairement la France (que dirait-on d'un Commonwealth sans l'Angleterre ? cela dit, il est bien vrai que les Etats-Unis n'en font pas partie, mais pour des raisons liées à leur histoire coloniale).

Toute la francophonie ne se retrouve pas dans la Francophonie ; l'exemple le plus flagrant est peut-être constitué par l'Algérie, qui ne fait pas partie, même pas à titre d'observateur (comme la Lithuanie, la Pologne, la Slovénie) ou d'associé (comme l'Albanie et la Macédoine), de

¹ Cf. le titre de l'ouvrage collectif dirigé par Albert Valdman, *Le français hors de France*, qu'un Français aurait peut-être intitulé *Le français de la francophonie*.

l'OIF, bien que l'on estime le nombre de francophones dans ce pays (en combinant les francophones à part entière et les francophones partiels) à près de 16 millions, ce qui en ferait le deuxième pays francophone au monde, après la France mais devant le Canada. La Francophonie ne tient pas compte non plus des francophones de Nouvelle-Angleterre et de Louisiane aux Etats-Unis, ni des nombreux étudiants de français langue étrangère (FLE) dans plusieurs pays du monde.

Inversement, toute la Francophonie ne se retrouve évidemment pas non plus dans la francophonie : la grande majorité des pays membres de l'OIF compte un pourcentage élevé de citoyens qui n'ont aucune compétence en français. On pourrait représenter par un schéma la relation entre les deux :



4.1.3. « L'espace francophone »

Dans le même champ sémantique, on relève aussi un terme qui met l'accent, non pas sur les locuteurs eux-mêmes, ni sur les structures étatiques des pays francophones ou francophiles, mais bien sur les aires géographiques où le français est historiquement implanté ; il s'agit de « espace francophone ». Cette appellation a été popularisée par l'ouvrage collectif dirigé par Didier de Robillard et Michel Beniamino, *Le français dans l'espace francophone*, Paris : Champion, t. 1 (1993) et t. 2 (1996). Concrètement, c'est une façon de se référer à des « communautés linguistiques géographiquement implantées » (Robillard / Beniamino 1993:19), ce qui permet d'inclure l'Algérie (contrairement à « Francophonie ») mais de mettre de côté les étudiants de FLE (on les appelle **francisants**) d'Europe occidentale, par exemple, que l'on pourrait dans une extension maximale du concept de « francophonie » être tenté de comptabiliser, mais dont la répartition dans le temps et dans l'espace manque de toute cohérence. Du point de vue historique et sociolinguistique, ce type de locuteurs ne présente pas le même intérêt que les communautés francophones où le français joue un rôle identitaire et/ou véhiculaire dû à la profondeur historique de son implantation.

4.1.4. « francophone » (nom épïcène)

Les francophones seront, selon les auteurs, des locuteurs plus ou moins natifs de français, ou à tout le moins capables de s'exprimer dans cette langue, et amenés à le faire couramment dans leur vie quotidienne. Nous reviendrons tout à l'heure aux problèmes de démographie, mais précisons d'entrée de jeu que le concept de « francophone » n'a rien d'absolu, dans la mesure

où la compétence en langue française peut n'être que partielle, et qu'il est arbitraire de décider à partir de quel niveau de compétence un locuteur peut être considéré comme francophone.

En tout état de cause, il faut bien voir que la répartition des francophones dans le monde ne coïncide pas avec ce que l'on a appelé précédemment l'espace francophone, ni la Francophonie. Le Canada, par exemple, est officiellement bilingue anglais-français, mais la plus grande partie de son territoire habité (son écoumène) l'est par des anglophones (et ce n'est pas une boutade de dire que dans certains territoires, les ours polaires sont plus nombreux que les citoyens francophones, ou que les citoyens tout court). L'archipel des Îles Kerguelen, au large de l'Antarctique, appartient à la France, mais à part les membres d'une station scientifique il n'y a pas beaucoup de francophones qui y vivent... Inversement, il y a de nombreux francophones qui vivent à New York, Los Angeles, Berlin ou Rome, mais personne ne penserait à inclure ces villes dans ce que l'on appelle la Francophonie avec une majuscule.

On pourrait aussi réfléchir aux implications identitaires du terme. Si un anglophone montréalais s'exprimant couramment en français peut être comptabilisé comme « francophone » dans une enquête visant à rendre compte de la connaissance et de la pratique du français dans la métropole québécoise, il est en revanche évident que ce locuteur se perçoit lui-même comme appartenant au groupe que l'on appelle à Montréal les « Anglo » ; il trouverait certainement incongru d'être associé au groupe des « Francos », la polarisation « Anglo / Francos » étant au cœur de la vie linguistique montréalaise.

4.1.5. « francophone » (adjectif épïcène)

En combinaison avec un substantif au sein d'un syntagme nominal, cet adjectif s'emploie couramment pour exprimer :

- a) la faculté à s'exprimer en français : « un locuteur francophone » ;
- b) l'appartenance à la francophonie avec une minuscule : « la population francophone du globe » ;
- c) l'appartenance à la Francophonie avec une majuscule : « les gouvernements francophones », « les chefs d'état (ou de gouvernement) francophones ». On pourrait très bien imaginer un chef d'état francophone non-francophone, c'est-à-dire incapable de s'exprimer en français ! C'est ce qui arriverait si un unilingue anglophone se retrouvait à la tête du gouvernement de la province canadienne du Nouveau-Brunswick, officiellement bilingue mais où les francophones ne sont que minoritaires.
- d) En France, cet adjectif est très couramment employé, par commodité (c'est-à-dire pour éviter de longues périphrases), pour se référer à la francophonie et aux francophones **hors de France** : c'est l'emploi que l'on observe dans des syntagmes tels que « littérature francophone », « écrivain francophone », « Centre d'Etudes Francophones », etc. Cet usage si courant en France surprend parfois à l'étranger, où l'on ne comprend pas bien en quoi les écrivains français ne seraient pas eux aussi des « francophones ». Mais si le terme existe dans cet emploi, c'est qu'il doit bien répondre à des nécessités désignatives, l'étude des littératures écrites en français hors de France s'étant peu à peu constituée en discipline autonome dans le monde universitaire français.

4.2. Géographie, démographie et statut officiel du français dans le monde

S'il est relativement facile de dresser la liste des états et territoires où le français est langue (co-)officielle, ou encore celle des pays (et gouvernements) faisant officiellement partie de la

Francophonie, il est en revanche pratiquement impossible d'évaluer d'une façon convaincante le nombre de francophones dans le monde. Les raisons en sont multiples :

- entre un sujet unilingue dominant le français à 100%, et un sujet n'ayant aucune notion de cette langue, tous les degrés intermédiaires de compétence linguistique sont possibles ; si l'on veut gonfler les statistiques, on n'a qu'à mettre la barre très bas ; si l'on préfère être réaliste, on doit la mettre un peu plus haut ;
- la délimitation même de ce qu'on appelle « français » dans les régions où règne un continuum entre le français et le créole, par exemple, ou une pratique systématique du code-switching (alternance codique) entre le français et une autre langue en présence (anglo-américain en Louisiane, ou langues nationales en Afrique subsaharienne), est un autre facteur qui contribue à brouiller les pistes ;
- doit-on inclure dans les statistiques sur la pratique du français les innombrables sujets qui ont acquis des connaissances de français langue étrangère dans leurs pays respectifs (les **francisants**), mais dont plusieurs ont perdu entre-temps une bonne partie des compétences acquises en contexte scolaire ? Si oui, comment évaluer leur nombre ?
- la plupart des pays de la Francophonie ne tiennent pas de statistiques sur la langue maternelle et la langue d'usage de leurs ressortissants. Si cela n'est pas trop grave pour un pays comme la France, où l'on peut supposer que l'immense majorité des citoyens est francophone, il n'en va pas de même dans les pays (et ils sont majoritaires) où règne le pluri-linguisme le plus débridé. Nous en sommes alors réduits à nous contenter de vagues approximations.

Pour toutes ces raisons, on comprendra qu'il est vain d'accorder trop d'importance aux données statistiques (du reste assez contradictoires) que l'on nous propose régulièrement dans la presse, les discours politiques, les documents officiels de l'OIF, etc. Il serait naïf et enfantin de gonfler artificiellement les chiffres pour le plaisir de prétendre que le français occupe tel ou tel rang au sein des langues les plus parlées dans le monde. On conviendra qu'il est plus intéressant d'étudier les données qualitatives qui nous sont fournies par de nombreuses études (socio-)linguistiques, ou encore de considérer les données objectives que constituent le statut officiel du français dans les structures politiques, éducatives, médiatiques, culturelles, etc., de chaque pays.

Jetons alors un premier coup d'œil aux grandes régions de l'espace francophone, en commentant au passage le statut dont le français y jouit, et en mentionnant les langues avec lesquelles le français est en contact au sein de chaque état. Nous allons regrouper les différentes zones comme suit :

- la francophonie d'Europe ;
- la francophonie dans les Amériques ;
- la francophonie dans l'Océan Indien ;
- la francophonie dans les pays arabophones ;
- la francophonie en Afrique subsaharienne ;
- la francophonie dans l'Océan Pacifique.

Cette typologie basée sur des critères essentiellement géographiques (et en partie historiques) ne rend pas compte de la grande diversité des situations observées dans chaque sous-ensemble ; elle devra être compensée par des commentaires *ad hoc*. En outre, elle exclut d'emblée les pays « francophiles » (Roumanie, Bulgarie, Moldavie, Laos, Viêt-Nam, etc.) et les locuteurs de FLE du reste du monde ; il est vrai que l'on ne s'intéresse guère à ces derniers cas de

figure, dans l'ensemble des publications portant sur les aspects (socio-)linguistiques du français dans le monde.

4.2.1. La francophonie d'Europe

- La France ; le français s'y trouve en contact avec le flamand (dans le Nord), le francique mosellan (en Moselle), l'alsacien (en Alsace), le corse (en Corse), le catalan (dans le Roussillon), le basque (au Pays Basque français), le breton (en Bretagne « bretonnante »). En outre, de nombreux parlers oïliques, francoprovençaux et occitans (provençaux, languedociens, gascons) survivent encore aujourd'hui et co-existent avec le français dans une relation de diglossie (nous y reviendrons la semaine prochaine).
- La Belgique ; ou, plus précisément, la Communauté Française de Belgique, qui regroupe les deux ensembles suivants :
 - o La Wallonie (ou le français co-existe avec le wallon) ;
 - o Bruxelles (ou le français co-existe avec le flamand).
- Le Luxembourg (ou le français co-existe avec le luxembourgeois et l'allemand).
- La Suisse romande. On y distingue des cantons entièrement francophones et des cantons bilingues, où le français côtoie le suisse alémanique et l'allemand standard.
 - o Cantons unilingues francophones :
 - Genève
 - Vaud (capitale : Lausanne)
 - Neuchâtel
 - Jura (capitale : Delémont)
 - o Cantons bilingues :
 - Valais (capitale : Sion)
 - Fribourg
 - Berne
- Le Val d'Aoste, dans l'extrême nord-ouest de l'Italie, région autonome ayant autrefois fait partie de la Savoie ; le français y côtoie des dialectes francoprovençaux ainsi que l'italien standard.
- La Principauté de Monaco.
- La Principauté d'Andorre (seul le catalan y a le statut de langue officielle, mais dans les faits l'espagnol et le français y sont parlés couramment).

4.2.2. La francophonie dans les Amériques

- Canada (co-existence avec l'anglais)

- Le français laurentien (c'est-à-dire de la vallée du Saint-Laurent) et ses extensions
 - Québec
 - Ontario
 - Ouest canadien (et parlers métis)
- Le français acadien (c'est-à-dire de l'Acadie, les zones francophones des provinces maritimes canadiennes) et ses extensions
 - Nouveau-Brunswick
 - Île-du-Prince-Édouard
 - Nouvelle-Écosse
 - Terre-Neuve (Péninsule de Port-au-Port)
 - Zones maritimes du Québec (Basse Côte-Nord, Îles-de-la-Madeleine, partie de la Gaspésie)
 - Saint-Pierre et Miquelon, collectivité territoriale française d'outre-mer
- Etats-Unis (co-existence avec l'anglais)
 - La Nouvelle-Angleterre (descendants de Québécois et d'Acadiens)
 - La Louisiane (*Cadjuns*, descendants des Acadiens déportés en 1755 ; créoles blancs ; créoles noirs)
 - Quelques isolats dans l'Ouest américain (et parlers métis)
 - Les Haïtiens de New York et de Miami
- Antilles (co-existence avec le créole)
 - Haïti
 - Martinique et Guadeloupe (départements français d'outre-mer)
 - Dominique, Sainte-Lucie (micro-états de langue officielle anglaise, mais où l'on parle à une majorité écrasante un créole d'origine française)
- Guyane (département français d'outre-mer)

4.2.3. La francophonie dans l'Océan Indien

- Madagascar
- Les Comores
- La Réunion (département français d'outre-mer)
- Mayotte (collectivité territoriale française d'outre-mer)
- L'Île Maurice (anglais langue officielle, mais tout le monde parle un créole à base lexicale française, et est apte à s'exprimer en français)
- Les Seychelles (trois langues officielles : créole à base lexicale française, français, anglais)

4.2.4. La francophonie en pays arabophones

- Afrique (Maghreb + Djibouti)

- Maroc
- Algérie
- Tunisie
- Mauritanie
- Djibouti

- Proche-Orient

- Égypte
- Liban
- (Il faudrait aussi tenir compte de la présence de plusieurs centaines de milliers de francophones en Israël ; le français était autrefois la langue de culture des Sépharades.)

4.2.5. La francophonie en Afrique subsaharienne

On peut considérer deux ensembles, du point de vue de la variété de français qui y a jadis été exporté : celui se rattachant à la colonisation belge, et celui se rattachant à la colonisation française. Le français langue officielle et véhiculaire y co-habite avec des centaines de langues vernaculaires africaines. Certains états ont appartenu jadis à d'autres puissances colonisatrices (Portugal, Espagne), mais ont choisi de faire partie, d'une manière ou d'une autre (observateur, associé), de la Francophonie ; nous les avons classés à part.

- Ex-colonies belges :

- Congo (République Démocratique du Congo, ancien Zaïre)
- Burundi
- Rwanda

- Ex-colonies françaises (par ordre alphabétique) :

- Bénin
- Burkina Faso (s'appelaient autrefois Haute-Volta)
- Cameroun (le français y est co-officiel avec l'anglais, mais numériquement dominant)
- Centrafrique (République Centrafricaine)
- Congo (République du Congo, ancien Congo-Brazzaville)
- Côte-d'Ivoire
- Gabon
- Guinée
- Mali
- Niger
- Sénégal
- Tchad
- Togo

- Ex-colonies portugaises (aujourd'hui de langue officielle portugaise) :

- Cap-Vert
- Guinée-Bissau

- São Tomé et Príncipe
- Ex-colonie espagnole (aujourd'hui de langue officielle espagnole) :
 - Guinée Équatoriale

4.2.6. La francophonie dans le Pacifique

- Nouvelle-Calédonie (territoire français d'outre-mer, chef-lieu : Nouméa ; 164.000 habitants)
- Polynésie française (territoire français d'outre-mer comprenant entre autres Tahiti, Bora Bora, les îles Marquises ; 220.000 habitants)
- Wallis-et-Futuna (territoire français d'outre-mer ; 15.000 habitants)
- Vanuatu (république indépendante ; 200.000 habitants ; langues officielles : anglais, français, pidgin anglais)